



RAPPORT D'ACTIVITES 2019

approuvé par l'Assemblée générale tenue le 12 décembre 2020

L'année 2019 a représenté un grand point tournant pour l'association Advocacy-France. Avec la fin en 2018 du projet de recherche « De la disqualification à la prise de parole en santé mentale » dirigé par Claude Deutsch et cofinancée par la CNSA, la FIRAH, la Fondation de France et les Caisses de prévoyance Humanis et AG2R, et la fin du programme de formation des GEM (CNSA) en partenariat avec l'Uriopss qui a pu bénéficier à 15 associations dont 7 de notre réseau, l'association s'est retrouvé dans une situation financière précaire.

L'association a dû aussi faire face à plusieurs difficultés et changements liés à notre équipe, et notamment le départ du co-fondateur de l'association Claude Deutsch, qui de fait assurait une grande partie du travail administratif et comptable de l'association. Par la suite, les problèmes de santé de notre Secrétaire élu en 2018 qui avait commencé à prendre le relais ont mené à sa démission en janvier 2019. De surcroît, le Trésorier de l'association depuis longue date, Philippe Lemanissier, a pris sa retraite et ne voulait plus assurer un mandat supplémentaire en 2019. Cette transition et la transmission d'informations nécessaires ont été pour ces raisons très difficiles et ne sont pas encore complètes à ce jour. La situation a été exacerbée par le fait que notre expert-comptable de longue date à la Maison des associations d'Hérouville a aussi pris sa retraite au 1^{er} janvier 2020, et que le recrutement de son remplaçant et la transmission d'informations a pris beaucoup de temps, entre autres en raison de la situation de crise sanitaire Covid 19.

Aucune réunion du Conseil d'administration n'a eu lieu en 2019, ni d'Assemblée générale en raison d'un manque de moyens financiers pour rassembler les membres du Conseil et plusieurs grèves intensives des cheminots et les perturbations des gilets jaunes qui nous ont obligés à annuler à deux reprises l'Assemblée générale prévue et convoquée en 2019.

Malgré cette année très difficile, les bénévoles de l'association nationale et nos Espaces Conviviaux Citoyens (ECC) en région ont vraiment donné de leur mieux pour poursuivre nos objectifs comme vous découvrirez dans le rapport qui suit.

1. LES ESPACES CONVIVIAUX CITOYENS (ECC) DU RESEAU ADVOCACY-FRANCE

En tant qu'association nationale agréée, Advocacy-France compte aujourd'hui 8 ECC membres de son réseau localisé en 5 régions : Paris/Ile de France (Paris), Normandie (Caen, Granville, Lisieux, Vire), les Hauts de France (Saint-Quentin), la Bretagne (Ploërmel) et PACA (Martigues) dont nous sommes le parrain agréé pour leur statut de « GEM » (Groupe d'entraide mutuel). Des pourparlers sont en cours depuis la fin de l'année pour parrainer et intégrer un nouveau ECC déjà agréé GEM à Avignon dans notre réseau. Les 2 ECC agréés GEM constitués en 2018 qui ont rejoint notre réseau après de longues démarches soutenues (GEM La Vie à Ploërmel et Advocacy-Martigues - SbyS) ont reçu enfin leurs premières subventions début 2019 et prennent leur essor.

2. AGREMENT ET REPRESENTATION DES USAGERS

- RENOUELEMENT DE NOTRE AGREMENT

Notre agrément du Ministère de la Santé pour représenter les usagers du système de santé au niveau national a été renouvelé par arrêté du 9 octobre 2019 après de longues et fastidieuses démarches, mais combien nécessaires. Cet atout nous permet de faciliter et encourager la représentation des usagers à travers toute la France, et à travers notre réseau sachant que des postes de représentants restent souvent vacants ou sont occupés par des associations de familles ou de consommateurs alors qu'une place est prévue spécifiquement pour un usager. Nous remercions les bénévoles pour leurs contributions à cette démarche.

- COMITE NATIONAL DE SUIVI DES GEM

Notre Président, Philippe Guérard avec sa grande expérience dans la création et le fonctionnement des GEM nous représente auprès du Comité National de Suivi des GEM et a participé aux réunions biannuelles et à la finalisation des bilans en 2019 organisés par la CNSA. Il est à noter que depuis la crise sanitaire Covid 19, le Comité national de suivi des GEM a organisé un grand nombre de réunions à distance auxquelles notre Président a pu participer pour que les responsables puissent se concerter sur la situation, suivre les recommandations et se soutenir mutuellement.

3. REPRESENTATIONS NATIONALES INSTITUTIONNELLES ET PARTENARIALES

- CCOMS – Lille – Centre Collaborateur de l'Organisation Mondiale de la Santé pour la recherche et la formation en santé mentale – Philippe Guérard a succédé à notre Vice-Président, Claude Ethuin, après son décès regretté cette année en tant que membre du Comité Scientifique du CCOMS. Les bénévoles d'Advocacy-France participe également aux initiatives et programmes « Empowerment », « Quality Rights », Recherche CIM 11, Troubles somatiques associés. Stéphanie Wooley a été invitée par le CCOMS à participer aux journées « EUCOMS » (European Community Based Mental Health Service Providers Network) à Lille du 12 au 14 juin 2019.

- CNCPH - Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées

Notre mandat en tant que membre du Collège des représentants des associations de personnes en situation de handicap ou leurs familles a été renouvelé pour la période 2020 – 2023. Philippe Guérard nous représente lors des réunions plénières avec Florence Leroy en suppléant. Par ailleurs, Philippe Guérard est membre des Commissions CNCPH « Compensation du handicap et ressources » et « Territoires et citoyenneté », et Stéphanie Wooley et Bernard Meile sont membres de la Commission « Questions européennes et internationales, application des conventions » qui se réunissent chaque mois. Le CNCPH a mis en place un nouveau système de communication parmi ses membres sur internet appelé « Workplace » qui suscitent l'échange de beaucoup d'informations, documents et rappelle les nombreuses réunions. Cependant, l'accès à cet outil n'est pas toujours à la portée de nos bénévoles et une formation serait nécessaire.

- CFHE - Conseil Français des Personnes Handicapées pour les questions européennes

Notre Président a été élu membre du Conseil d'Administration du CFHE en 2016 pour un premier mandat de 4 ans. Nous sommes heureux d'ores et déjà d'annoncer que son mandat a été renouvelé en 2020. Il participe aux réunions du Conseil et plusieurs membres de l'association ont assisté à l'AG et séminaire du 5 avril 2019 sur la thématique « Élections européennes : quels enjeux pour le handicap ? » avec une table ronde réunissant différents acteurs français et européens qui a permis d'aborder notamment la prise en compte du handicap dans les politiques européennes. Nos relations avec le CFHE se sont renforcées cette année, notamment avec notre travail à Genève sur l'examen de la France par le Comité des droits des personnes handicapées de la mise en œuvre de la Convention sur les droits des personnes handicapées (CDPH) de l'ONU.

- CONFERENCE NATIONALE DE SANTE

Advocacy-France est membre de la Conférence Nationale de Santé et Philippe Guérard nous représente auprès de cette instance lors des quelques réunions chaque année à Paris.

- GFPH - Groupement Français des Personnes Handicapées

Advocacy-France est membre du GFPH depuis longue date et Philippe Guérard nous représente au sein de son Conseil d'administration. Ce groupement représente encore un autre courant du mouvement des personnes handicapées, très impliqué au niveau international et contribue à élargir nos échanges.

- COLLECTIF NATIONAL DES SISM (« Semaines d'information sur la santé mentale »)

Depuis l'année dernière, Advocacy-France a intégré le Collectif National des SISM pour collaborer sur les événements organisés dans ce cadre. Florence Leroy nous y représente.

- UNIOPSS - Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs

sanitaires et sociaux - Notre Vice-Président, Bernard Meile, nous représente auprès de cette Union, assistant notamment aux réunions du Groupe de concertation Santé Mentale, avec cette année un travail sur un Plaidoyer Inter-associatif sur la santé mentale finalisé en décembre, et participation à la Journée nationale Projets territoriaux de Santé mentale déjà en 2020 le 6 juin au Centre Hospitalier Sainte-Anne.

- FAS - Fédération des acteurs de la solidarité et CAU - Collectif des Associations Unies

Notre Vice-Président, Bernard Meile, nous représente auprès de ces fédérations et participe régulièrement à leurs réunions des adhérents nationaux.

- « **Un chez soi d'abord** » - En tant que membre du Comité de suivi de ce programme, Advocacy-France n'a pas été beaucoup sollicité cette année et il faudrait se rapprocher de cette initiative qui mérite soutien.

- **CAPDROITS (ex-Collectif Contrast)** - Notre participation reste assidue et engagée au sein de ce projet de recherche sur « Les droits des personnes à l'épreuve des contraintes légales – santé mentale, handicap et dépendance » en tant que membre du Comité Scientifique et Partenarial depuis 2015. Cette année, Advocacy-France a intégré le Comité de coordination qui a été ouvert aux partenaires et espère faire valoir notamment l'approche éthique de la collaboration et le respect de l'égalité. Nous avons participé à de nombreuses réunions, tables rondes, séminaires et échanges toute l'année, et notamment une Journée Capdroits à Lyon à l'Institut des sciences de l'homme le 4 septembre en présence de représentants de plusieurs centres de recherche en droit et politique du handicap des Etats-Unis et les Jours GIS Démocratie à Saint-Denis du 14 au 16 novembre.

- Chaire Unesco Formation professionnelle, développement de la personne, transformations

sociales - Martine Dutoit, Co-fondatrice d'Advocacy-France, a été nommée pour mobiliser les actions dans ces domaines grâce à ce Chaire prestigieux qu'elle investira en 2020, et il s'agit de voir comment nous pouvons rechercher un appui grâce à ces relations.

4. INTERVENTIONS ET PARTICIPATION AUX EVENEMENTS EXTÉRIEURS

17 janvier : Forum départemental organisé par la délégation territoriale de l'ARS en Seine et Marne : intervention sur la « Parole et pouvoir d'agir des usagers en santé mentale », ARS Val de Marne, Melun

7 février : Colloque inter-congrès du GT21 de l'AISLF, intervention « Injustices épistémiques : comment les comprendre, comment les réduire ? » Université de Namur, Belgique

20 février : 1^{ère} rencontre de l'Association de santé mentale du 13^e arrondissement de Paris (ASM13) en coopération avec l'espace éthique de l'Agence régionale de santé (ARS) Ile-de-France

18 au 31 mars : participation et organisations d'événements pour les « Semaines d'information sur la santé mentale (SISM) » sur le thème « La santé mentale à l'ère du numérique », notamment à Paris, Caen, Vire, Granville et Ploërmel

30 au 31 mars : participation à la Semaine de la Folie Ordinaire, Montreuil

7 juin : Journée nationale organisée par le CCOMS et le GCS pour la recherche et la formation en santé mentale sur « Les programmes de soins en psychiatrie : droits des usagers, hétérogénéité des pratiques, responsabilités des prescripteurs », FIAP, Paris. Stéphanie Wooley a fait une intervention remarquée sur le thème « Programme de soins : hétérogénéité européenne et droits des personnes ». Cette intervention a donné lieu à un article publié dans « L'Information psychiatrique » (voir publications ci-dessous).

28 juin : intervention Colloque Pairaidance, Auditorium de l'Hôtel de Ville de Paris

27 septembre : Ciné-Débat en partenariat avec l'association « Pour le Cinéma » et le Cinéma Majestic avec la projection du film « Comme Elle Vient » en présence de son principal protagoniste, le Dr Georges Federmann, Psychiatre, Citoyen

14 novembre : Journée « Evènement collaboratif » dans le cadre des 50 ans de la Fondation de France, projection et débat de notre film « Chercheurs en Folie », Palais des Congrès de Montreuil

4 décembre : Demi-journée de formation assurée par Stéphanie Wooley sur « L'approche par les droits de l'homme - questions « soins » autour de notre humanité commune » au GHU de Paris pour les professionnels du Pôle 14 de l'Hôpital Sainte-Anne

Evénement important à venir : Notre Président participera à la Conférence nationale du handicap (CNH) le 11 février 2020 à l'Elysée en présence d'Emmanuel Macron.

5. PROMOTION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE

Malgré le départ de Claude Deutsch qui avait mené le projet de recherche « De la disqualification à la prise de parole en santé mentale », nous avons continué à faire des efforts pour promouvoir les livrables produits dans le cadre de ce projet. Il s'agit principalement des Guides de bonnes pratiques et le film grand public « Chercheurs en Folie » réalisé par Guillaume Dreyfus qui avait accompagné le projet pendant deux ans. Les guides sont diffusés par le biais de plusieurs sites web (Advocacy-France, Advocacy-Normandie, FIRA) avec un mini-clip de 4 minutes présentant le travail de recherche. Plusieurs projections du film avec un débat sur la participation des usagers en santé mentale ont été organisés cette année en Normandie avec l'intervention de notre Président Philippe Guérard et notre Trésorier-adjoint Alexandre Farcy : à Caen, le 19 mars à la salle de spectacle de l'EPSM, à Granville, le 28 mars au Centre Social Agora, et à Vire, le 18 mars à la Halle Michel Drucker en présence d'une soixantaine de spectateurs.

6. PARTENAIRES EUROPEENS ET INTERNATIONAUX

- **SME-MHE - Santé Mentale Europe – Mental Health Europe** : Stéphanie Wooley nous a représenté au sein du CA de SME jusqu'à l'année dernière vu la limite de deux mandats statutaires, et continue à nous représenter au sein de la Commission d'accréditation et d'adhésion et le Task Force « Au-delà du paradigme biomédical ». L'association n'avait pas les moyens de payer sa cotisation cette année et devra négocier une solution de règlement. Elle a notamment participé le 23 janvier à la présentation de la version mise à jour de l'ouvrage « Cartographie de l'Exclusion » au Parlement européen dont la chapitre sur la France a été dirigée par notre association (ainsi que la traduction française), avec la collaboration de Magali Coldefy. En avril, elle a fait une intervention pour un Podcast organisé avec SME avec Human Rights Watch intitulé "Empowering Minds" sur les pratiques contraintes en psychiatrie : <https://www.mhe-sme.org/mental-health-podcast-empowering-minds-3/> Malgré les difficultés de communication en anglais, il serait bien de recruter un autre bénévole pour de nouveau siéger à son CA.

- **ENUSP - Réseau européen des (ex-)usagers et survivants de la psychiatrie** : Stéphanie Wooley est administratrice-adjointe de l'ENUSP et participe aux réunions du CA une fois par mois par vidéoconférence. L'association participe activement à la campagne contre le projet de protocole à la Convention d'Oviedo menée par l'ENUSP et le Forum européen des personnes handicapées (EDF). Après notre campagne nationale en 2018, des nouveaux efforts sont encore nécessaires. Alors que le Conseil de l'Europe poursuit avec ce projet dénoncé notamment par plusieurs instances de l'ONU, ainsi que par l'Assemblée Parlementaire et le Commissaire des droits de l'homme du Conseil de l'Europe lui-même, le Conseil a décidé de lancer une étude sur les « bonnes pratiques » pour réduire la contrainte. A ce titre, Stéphanie a participé à une table ronde à Strasbourg le 26 novembre 2019 avec les autres associations représentatives (SME, EDF, European Network of National Human Rights Institutions, European Association of Service Providers for Persons with Disabilities (EASPD), European Psychiatric Association (EPA), HORATIO European Psychiatric Nurses, Human Rights Watch, International Federation of Social Worker (IFSW), Rehabilitation International (RI) et l'OMS).

- **EDF – Forum européen des personnes handicapées** : Par le biais de l'ENUSP, Stéphanie Wooley a pu nous représenter lors de l'AG à Bruxelles de cette Fédération importante du 31 mai au 2 juin, aux côtés des représentants français du CFHE et du GFPH.

- **AGGID-SMQ – Association des groupes d'intervention en défense des droits en santé mentale du Québec** : Martine Dutoit et l'équipe d'Advocacy-Paris nous représente depuis de nombreuses années auprès de cette association.

- **MeTIS Europe** – Fédération autour des établissements et services s'adressant aux jeunes en difficulté psychologique et/ou sociale : essentiellement un réseau virtuel consacré aux publications que nous suivons.

Un grand nombre de ces activités sont aussi menées en lien avec le CFHE, CNCPH, CCOMS et CAPDROITS au niveau national.

7. ACTION INTERNATIONALE

Deux séminaires d'empowerment-formations sur la Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU et notre implication potentielle ont été organisées par Advocacy-France en 2017 et 2018 à Paris et à Lyon grâce à nos fonds propres et au soutien de Santé Mentale Europe et Capdroits, et avec la participation de représentants de 15 associations d'usagers des services de santé mentale en France. Depuis, une petite coalition a pu se dégager pour poursuivre le projet de faire une première soumission au Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU dans le cadre de la Pré-session du Comité des droits des personnes handicapées à Genève du 21 au 24 septembre.

Cette soumission écrite a été préparé et rédigée principalement à distance par courriel et vidéoconférences en collaboration avec Zinzin Zine, Mme Laurence Renaud, et le blog Dépsychiatriser, ainsi qu'avec le Collectif Vérité et Justice pour Nathalie, ces deux derniers préférant finalement chacun soumettre leurs propres écritures basées sur leur préoccupations spécifiques. Tina Minkowitz, avocate spécialisée en droits humain et Fondatrice et Présidente du CHRUSP (Centre pour les droits des usagers et survivants de la psychiatrie) de New York – intervenante de nos deux formations – nous a conseillé pendant toute cette démarche à distance.

Vous pouvez voir notre soumission écrite, ainsi que toutes les soumissions des associations de la société civile, le Défenseur des droits, le CGLPL, etc. présentées au Comité des droits des personnes handicapées sur le site web du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU ici : https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/SessionDetails1.aspx?SessionID=1343&Lang=en

Afin de lever le financement nécessaire pour le déplacement et séjour de trois représentants pour plaider notre cause à Genève, nous avons lancé une campagne de Crowdfunding sur « Go Fund Me » peu avant la rentrée alors que la session était du 21 au 24 septembre. Mais nous avons réalisé notre objectif de 2 300 Euros dans un temps record comprenant le déplacement en train 2ème classe, l'hébergement à Genève et les repas avec des contributions s'élevant à 2 500 Euros ! Tenir les délais pour la soumission du rapport, l'accréditation à l'ONU, l'organisation du déplacement et séjour et les entretiens et réunions représentent une grande réussite.

Cette réussite mérite les détails et notre planning à Genève était plus que chargé :

Dimanche, 22 sept :

14h30 : M. Jonas Ruskus, Rapporteur pays pour la France, avait accepté de nous rencontrer à la terrasse tranquille (et vide) de l'hôtel Ibis Genève Centre pour un entretien informel privé. Alors que ce type de rendez-vous privé avec les membres du Comité dure en général 30 minutes, M. Ruskus est resté une heure et demie avec notre équipe démontrant un grand intérêt, une écoute et une compréhension profonde de nos préoccupations et nos constats. Il a également demandé des informations supplémentaires.

16h30 : Réunion préparatoire et très instructif pour notre intervention devant le Comité prévu le lendemain avec Marine Uldry, Chargée de mission droits de l'homme du Forum européen des personnes handicapées à Bruxelles et Eleonore Guzzi de IDA (International Disability Alliance) et ses collègues.

Dimanche soir : Retrouvailles avec Tina Minkowitz (qui connaît Genève comme sa poche étant l'une des co-rédacteurs de la Convention à l'époque en tant que représentante du WNUSP (World Network of Users and Survivors of Psychiatry). Elle nous a apporté soutien et conseil extraordinaires pendant toute notre mission. Nous avons retrouvé le soir même pour dîner nos pairs Japonais de l'Advocacy Centre of Persons with Psychosocial Disabilities (ACPPD) présents également à la Pré-session à Genève : Mari Yamamoto, Yoshikazu Ikehara et Nobuo Sasaki (à noter que ces deux derniers sont avocats spécialisés en droits humains et acquis à la cause pour raisons personnelles ou familiales).

Lundi, 23 septembre :

8h00 : Palais des Nations, accréditation où nous avons eu le grand plaisir de retrouver à l'entrée Abdenbi Azizi, leader d'un réseau Franco-Marocain de victimes de la psychiatrie française de Casablanca ayant également fait une soumission au Comité des droits.

9h00 : Réunion préalable privé avec le rapporteur pour la France, M. Jonas Ruskus dans une belle salle de l'ONU avec les représentants de la société civile de France présents à Genève : notre « coalition informelle de personnes directement concernées » et le CFHE.

Lors de cette réunion, chacun a exprimé les points les plus importants auxquels il souhaitait attirer l'attention de notre Rapporteur M. Ruskus. Les problématiques en commun soulevés par les participants étaient : la définition française biomédicale du handicap, la loi Elan et le manque criant d'options de logement indépendant, le manque conséquent d'autonomie avec une culture institutionnelle et une attitude paternaliste, et le manque de sensibilisation et de formation à la CDPH dans notre pays. En outre, notre coalition de personnes concernées a surtout mis le doigt sur les nombreux systèmes de prise de décision substitutive (Article 12) et le manque de soutien à la prise de décision autonome (MASP ou formations par exemple), les liens d'intérêt inquiétants avec l'industrie pharmaceutique et la solution « tout médicament » à outrance aux problèmes de santé mentale, au détriment des solutions humaines pourtant de plus en plus appuyées par les preuves, le

« fichage », la dénonciation et la discrimination dont nous sommes victimes, et le manque de moyens de notre action. Il faut ajouter que cette réunion matinale a bien démarré avec l'intervention si poignante de Luc Thibaut que plusieurs d'entre nous étaient réduits aux larmes d'emblée.

10h à 12h00 : Réunion préparatoire avec le Forum Européen des Personnes Handicapées et IDA (International Disability Alliance) dans la salle dédiée de l'ONU pour les ONG – l'occasion « entre nous » de finaliser nos interventions de quelques minutes - à quelques heures de notre briefing privé avec les membres du Comité des droits.

On respire avec une rapide collation grâce à nos donateurs au « Bar du Serpent » au Palais des Nations où l'Euro égale le Franc Suisse alors que nous vallons plus (!), et où les paons mangent les miettes.

13h00 : Réunion exceptionnelle avec Mme Victoria Lee, Chargée de mission droits humain et handicap du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme de l'ONU organisée pour nous par le Forum Européen des personnes handicapée et IDA. Mme Lee a notamment parlé du projet de l'ONU « Bridging the Gap » (Comblent le fossé) qui met en place des indicateurs du respect des droits humains en conformité avec la CDPH aux fins de soutenir un programme inclusif du handicap dans l'agenda international pour le développement durable 2030. Voir :

<https://www.ohchr.org/EN/Issues/Disability/Pages/EUAndOHCHRProjectBridgingGapI.aspx>

14h00 : Rencontres informelles avec les autres participants de la société civile du briefing privé avec le Comité des droits : l'équipe de cinq personnes du Défenseur des droits Jacques Toubon, Représentants de la Commission nationale consultative des droits de l'homme - « CNCDH » et du Contrôleur général des lieux de privation de liberté - « CGLPL ».

15h00 : Briefing privé et confidentiel avec le Comité des droits des personnes handicapées de l'ONU de 15h00 à 16h30 avec chacun assurant son intervention préparée, suivi par nos réponses aux questions du Comité.

Mardi, 24 septembre :

9h00 : Après la journée précédente bien chargée, rendez-vous privé au Palais des Nations avec le membre Suisse du Comité des droits, M. Markus Schefer, Docteur en droit, professeur, chercheur et francophone. Forcément très orienté « droits », nous avons pu lui faire part des violations et dysfonctionnements constatés, et la nécessité de réformer les lois applicables à notre sort en France. Grâce à son expérience, il a compris de suite avec regret notamment le manque de représentativité réelle de notre communauté, et le manque de collaboration et de suivi entre les secteurs de « santé », « services sociaux », et « services médico-sociaux ».

Après-midi : Retour de nos représentants en France malgré la grève SNCF ce jour-là !

Nous sommes très satisfaits de notre intervention et les nombreux points repris par le Comité des Droits dans sa liste de questions pour la France (« LOI ») émise par la suite grâce à cette possibilité de donner notre avis et partager les expériences de nos membres.

Par la suite, la prochaine session plénière de l'ONU sera consacrée à l'examen officiel de la mise en œuvre de la CDPH en France et la réponse de la France à cette liste de questions. Prévu en septembre 2020, cette session a été annulée et reportée en mars 2021.

Notre association a été bien remarquée pour cette action historique à ce niveau international de plaidoirie et nous avons été contacté par la suite pour informations par le CGLPL. Bien entendu, notre ambition est d'être au rendez-vous en mars 2021 pour y être présents et représentés.

Voir notre photo-reportage en ligne sur Go Fund Me : <https://www.gofundme.com/f/rien-pour-nous-sans-nous-soyons-presents-a-l039onu> (cliquer sur « voir la suite » à plusieurs reprises)

8. PUBLICATIONS DE NOS MEMBRES EN 2019 ET ACCEPTEES POUR 2020 :

Maillard, I., Usager./es-chercheur.euses : mobilisation des savoirs d'expérience, interpellation des institutions sur les droits et discriminations, in Joubert, M., Arcella-Giroux, P., Jung, S., Melchior, M. (dir.), La santé mentale aux intersections, Profession Banlieue, Saint Denis, 2019

Maillard, I., Une enquête sur les droits et la condition des usagers en santé mentale engagée par des GEMs dans le cadre de la recherche-action participative d'Advocacy France, in M. Joubert, P. Arcella-Giroux, S. Jung, M. Melchior (dir.). La santé mentale aux intersections. Profession Banlieue, 2019

Maillard I., Brion A., Lesur D., Kubon P., De la disqualification à la prise en compte de parole des personnes dites handicapées psychiques par les décideurs publics : le défi de la recherche-action participative en santé mentale d'Advocacy France, Actes du colloque intercongrès du GT21 de l' AISLF, Injustices épistémiques : comment les comprendre, comment les réduire ?, Université de Namur, 7 février 2019

Meile B., Wooley S. avec co-chercheurs Capdroits, Du partage d'expérience à la signature d'un manifeste sur l'exercice des droits : Les formes d'engagement dans la recherche citoyenne Capdroits. Vie Sociale, n°27(3), 135, janvier 2019, <https://doi.org/10.3917/vsoc.193.0135>

ACCEPTE ET EN COURS 2020 :

Wooley S., 'Ce n'est pas du soin si c'est contraint', un changement de paradigme en route grâce à un regard éclairé par les droits humains, L'information psychiatrique, John Libbey, Vol. 96 (1) : 27-34, janvier 2020 : https://www.jle.com/fr/revues/ipe/sommaire.phtml?cle_parution=4855

Dutoit M., Saint Pé M.C., Le PIECD : l'éducation à la citoyenneté et le dialogue démocratique pour l'émancipation des personnes en situation de handicap, in Masse M., Piérart G., Julien-Gauthier F., Wolf, Accessibilité et participation sociale, pp 1133-154, Editions HETS, Genève, avril 2020, https://www.hesge.ch/hets/sites/default/files/livre/documents/ies29_presentation_ouvrage_diffuseurs_libraires_0.pdf

Russo J., Wooley S., « The Implementation of the Convention on the Rights of Persons with Disabilities: More Than Just Another Reform of Psychiatry », Health and Human Rights Journal, Harvard University Press, juin 2020 : <https://www.hhrjournal.org/>

Meile B., Wooley S. avec co-chercheurs Capdroits, « Une recherche citoyenne sur l'article 12 de la convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées », Alter, European Journal of Disability Research, 2020 (accepté)

Ce rapport d'activités est le Rapport d'activités de l'association au niveau national. Les Rapports d'activités des ECC agréés GEM membres d'Advocacy-France sont disponibles à la demande.

9. OBJECTIFS A POURSUIVRE EN 2020

- Restructuration et reconsolidation de l'association nationale,
- Renforcement des relations et empowerment des ECC agréés GEM (formations, rencontres inter-ECC, prise de positions communes...), nouveau ECC à intégrer dans notre réseau (Avignon),
- Concertation accrue et politique commune à établir aux fins de notre représentation (notamment CNCPH),
- Advocacy en France sur la base du Rapport du pays de la Rapporteuse Spéciale sur les droits des personnes handicapées de l'ONU et les questions du Comité des droits de l'ONU dans le cadre de l'examen de la France,
- Refonte du Site Web, relance de notre bulletin « Mégaphone »,
- Poursuite de notre collaboration avec le projet de recherche Capdroits,
- Poursuite de la rédaction d'un Rapport parallèle au nom des personnes en situation de handicap psychosocial pour soumission au Comité des droits de l'ONU et présence à Genève auprès du Comité lors des briefings privés avec les ONG et le « dialogue constructif » avec l'Etat français prévus en mars 2021,
- Poursuite de la campagne contre le projet de protocole de la Convention Oviedo et réunion Assemblée Parlementaire et Comité Bioéthique Conseil de l'Europe avec ENUSP,
- Contributions aux projets de Santé Mentale Europe (guides usagers/familles sur les traitements, guide pour mettre fin à la contrainte en psychiatrie...).

L'Association remercie tous ceux qui ont participé à nos activités durant cette année 2019 difficile et nous vous invitons à nous rejoindre pour atteindre nos objectifs en 2020.